



Il y a trois cents ans

Léo-Paul Desrosiers

Numéro 25, 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079932ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1079932ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Desrosiers, L.-P. (1960). Il y a trois cents ans. *Les Cahiers des Dix*, (25), 85–101.
<https://doi.org/10.7202/1079932ar>

Il y a trois cents ans

Par LÉO-PAUL DESROSIERS,
de l'Académie canadienne-française.

L'année 1660 se présente dans des circonstances qui s'élaborent depuis une décade. En 1653, les quatre tribus iroquoises supérieures, les Sinèkes, avaient pris l'initiative de mettre fin aux hostilités par un traité de paix avec la Nouvelle-France; bientôt, les Agniers les avaient imités. Pendant que celui-ci dure, pour le maintenir et le prolonger, la Nouvelle-France consent au partage de la colonie huronne de l'île d'Orléans. Cette concession ne satisfait personne, elle mécontente gravement les Sinèkes. Soit amicaux, soit hostiles, de petits et de gros partis iroquois circulent sur le Saint-Laurent. De nombreux incidents se produisent et, entre autres, l'assassinat de Godé et de Saint-Père dans l'île de Montréal. Les autorités françaises sont convaincus que le pacte de 1653 s'écroule et que toutes les tribus, même les Sinèkes, vont recommencer la « petite guerre ». Aussitôt cessent, à tort ou à raison, les relations très amicales ébauchées avec ces derniers et qui semblaient reposer sur un terrain solide. Et maintenant, les Hurons presque tous cédés aux Iroquois, la colonie française s'aperçoit qu'elle n'a presque plus d'Indiens à son service pour lui servir de troupes de couverture et déceler la présence des groupes de guerriers ennemis. Elle est devenue beaucoup plus vulnérable. De sombres appréhensions la travaillent. Officiellement, la paix n'est pas brisée. Mais Algonquins et Hurons canadiens reçoivent la permission d'attaquer tous les Iroquois, et les colons, celle de leur prêter main forte dans certaines conditions. Aucune exception n'est faite pour les Iroquois de l'ouest. Alors la Nouvelle-France commence à faire des prisonniers. L'ennemi se montre plus réservé dans ses attaques et traite avec respect les captifs français quand il craint que les siens ne soient massacrés à Québec, aux Trois-Rivières ou à Montréal. Mais ce jeu se joue à deux comme on dit, et, à la fin, les Iroquois réussissent quelques beaux coups de mains. Les conseils se succèdent.

Ils ont lieu à Québec et aux Trois-Rivières. Le dernier sera tenu au commencement de l'été 1659 au pays des Agniers. L'échange des prisonniers se fait, le passé est oublié. Une nouvelle paix générale voit le jour. Tous les Iroquois y prennent part. Toutefois, les autorités françaises sont persuadées qu'elle ne durera pas, que la « petite guerre » va reprendre immédiatement comme autrefois. Ce sont les agissements des Agniers pendant les négociations qui imposent cette conviction. Ils paraissent intraitables. A ce moment, le gouverneur ne connaît pas à fond tous les ressorts et tous les secrets de la politique iroquoise. Comme dans l'affaire de Sainte-Marie de Gannantaa, il procède un peu au hasard. Puis une défiance générale englobe toutes les tribus. C'est ce qui explique qu'en ces mois de l'année 1659, il ne songe pas à renouer des relations avec les Sinèkes pour les opposer aux Agniers ou pour en arriver à une entente qui aurait pu porter des fruits avantageux. Une cause permanente de discorde existait depuis des années entre ces Iroquois et il aurait peut-être été possible d'en tirer partie.

Aucun doute qu'à ce moment, le problème principal de la Nouvelle-France soit celui des Agniers qui ne trouvent plus de fourrures en leur pays et qui les cherchent au nord de leurs territoires, c'est-à-dire en Nouvelle-France, quand les Sinèkes peuvent en recueillir dans la province d'Ontario actuelle et dans la péninsule du Michigan. Comme le dira le gouverneur de la Nouvelle-Hollande, aujourd'hui New-York, « ils forment une tribu qui se porte aux nues, qui est arrogante et audacieuse, que rendent plus insolente encore les victoires continues et les avantages qu'elle a remportés sur les Français eux-mêmes et sur les Indiens français du Canada ». Avec ses huit cents guerriers, non seulement elle n'appréhende pas un conflit avec la Nouvelle-France, mais elle le désire, et, en plus, elle tient les Sinèkes en respect et les soumet à l'exploitation. Agressive autant qu'habile, elle constitue le danger principal.

Des rumeurs inquiétantes circulent également en cet automne 1659. Les Agniers s'attendent à une invasion française en leur pays, les Français s'attendent à une invasion en Nouvelle-France des Iroquois de toutes les tribus.

Les documents hollandais nous montrent les premiers coupant les arbres dans la forêt, réparant les palissades de leurs bourgades, demandant à leurs voisins l'assistance de leurs chevaux et des muni-

tions. De leur côté, les documents français ne sont pas moins explicites; ces nouvelles produisent un effet profond sur la population et elles auront une grande répercussion sur l'avenir. Mais qui les propage ? Surtout les Hurons canadiens qui sont maintenant établis dans un fortin au cœur de Québec; ou bien des Hurons captifs des Iroquois et qui ont pu s'échapper; ou encore des Hurons cédés aux Iroquois et qui profitent d'une circonstance favorable pour fuir. Il aurait peut-être fallu les accepter avec plus de réserve malgré que parfois elles semblent assez exactes. Naturellement, personne ne pouvait alors les vérifier.

L'année 1660 s'ouvre en conséquence dans des nuages d'appréhensions profondes. A Montréal et à Québec, c'est à peu près, dans le même temps, le même branle-bas de guerre. Dans cette dernière place viennent le 27 avril des guerriers montagnais. Ils se rendent aux Trois-Rivières et au-delà. Le 15 mai, ils sont de retour. Ils ont capturé un canot iroquois, tué trois des Agniers qui le montaient, blessé un quatrième qu'ils ramènent. Trois jours plus tard, ce prisonnier subira le supplice du feu; il dira qu'une armée iroquoise est déjà rassemblée à la Roche-Fendue, au lac Champlain; quatre cents guerriers doivent se joindre aux premiers pour une attaque contre Québec. Peut-être ont-ils déjà commencé le siège de Montréal ou des Trois-Rivières. Ces paroles sont acceptées comme véritables, elles confirment les rumeurs de l'automne précédent, et excitent une panique. Sur l'ordre de l'évêque, Ursulines et Hospitalières s'installent immédiatement dans deux ailes du collège des Jésuites qui, construit en bonnes pierres, peut facilement se défendre. Des deux couvents abandonnés, on fait des redoutes percées de meurtrières, où des corps de garde font la patrouille. Abandonnant leurs maisons, des habitants se réfugient, soit au fort, soit chez les Jésuites où ils occupent le parloir et des salles. Les Hurons remplissent la cour. A la Basse-Ville s'élèvent bientôt des barricades. On améliore les défenses de la place. Une alarme aura lieu le 8 juin, mais les jours passent et les ennemis ne paraissent point.

A la fin du même mois d'avril, trente-neuf Hurons se joignent à six Algonquins des Trois-Rivières. Ils se rendent à Ville-Marie. Dolard et son groupe les acceptent comme compagnons d'armes. Formant ainsi un parti redoutable pour l'époque, ils remontent l'Outaouais avec le projet d'attaquer et de mettre à mal les ennemis qui se pré-

senteront. Le premier mai, ils débarquent au Long-Sault. Presque tout de suite surviennent environ deux cents Onnontagués auxquels sont mêlés quelques Tsonnontouans. Immédiatement, et comme impulsivement, le combat s'engage, avec les résultats que l'on sait.⁽¹⁾

Sur les péripéties de cette action, ses causes et ses conséquences, les documents français apportent, malgré des divergences de détails, une version cohérente. On peut tenter de s'en évader avec des *hypothèses* de plusieurs genres, mais chaque fois, on aboutit dans le maquis parce que les archives ne leur fournissent pas de fondements solides.

Par exemple, on peut attribuer l'expédition de Dollard au besoin de protéger, durant la dernière partie du trajet, la flotte des fourrures du Sault Sainte-Marie. Cette fin ne diminuerait en rien le mérite de Dollard, car la Nouvelle-France a un besoin vital de cet appoint économique pour subsister. Toutefois, elle n'est guère probable, malgré que l'on ne puisse jurer de rien. Elle le serait plus tard dans l'année, à la fin de juin ou au début du mois de juillet. Il semble que d'ordinaire les Indiens du nord revenaient de leurs chasses après la fonte des neiges, sur les crues du printemps. Tout bien examiné, le début du mois d'avril ou la mi-avril, au lac Supérieur, ne sont pas des dates plausibles pour le départ d'un assemblage de canots.

Aujourd'hui, nous pouvons parcourir les documents hollandais de l'époque. Ils imposent, mais jusqu'à un certain point seulement, la conviction que les Agniers et les Sinèkes ne s'entendaient pas assez bien pour lancer une offensive commune contre la Nouvelle-France. C'est ce que tend à prouver une pièce analysée plus loin. Dans cette éventualité, les Onnontagués qui engagent la lutte épique du Long-Sault sont des chasseurs qui ont passé l'hiver dans les forêts du Haut-Canada. Ils se sont rassemblés pour retourner en leur pays par leur route habituelle. Leurs avant-gardes se heurtent au détachement de Dollard et le combat éclate.

Était-il opportun d'attaquer ainsi les Sinèkes ? Les connaissances que nous avons permettent de croire que les Français auraient mieux fait de porter leurs coups sur les Agniers, les ennemis les plus redoutables de l'heure.

L'entente avec les Sinèkes avait produit le traité de 1653, et elle offre durant une longue période des possibilités très vastes de paix

(1) Voir *Les Cahiers des Dix*, no 10, 1945, pp. 41 et sv.

et de commerce. On se prend à songer parfois qu'elle aurait pu modifier le cours de l'histoire. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que les Sinèkes ne s'étaient jamais engagés à respecter les Outaouais, et ensuite les flottilles des fourrures dont la Nouvelle-France avait besoin pour exister. Les négociations avaient touché au sujet mais ne l'avaient pas réglé. Un corps important d'Onnontagués tentera d'intercepter, plus tard dans la saison, les canots qui descendent avec des pelleteries ou qui remontent avec des marchandises. De plus, de jeunes guerriers sinèkes avaient pris part, mais dans une mesure limitée, à la « petite guerre »; des Onneyouts avaient assassiné Godé, Saint-Père; des Onnontagués avaient brûlé dans l'île de Montréal un Français capturé aux Trois-Rivières; plus tôt, ils avaient massacré, torturé une partie des Hurons, des Huronnes qu'on leur avait remis et leur attitude avait été si agressive que Sainte-Marie de Gannantaa avait été abandonnée. Et alors la Nouvelle-France avait usé de représailles, donnant aux Algonquins et aux Hurons la permission de les attaquer, emprisonnant des visiteurs et même des délégués officiels. A la fin, elle avait décidé de les traiter sur le même pied que les Agniers. Cette décision provenait en bonne partie d'une impuissance à se renseigner exactement sur les sentiments et sur la politique des Sinèkes. Garakonthié avait tenté de renouer les négociations; il avait même prononcé à Ville-Marie un plaidoyer qui nous paraît encore aujourd'hui émouvant et sincère. Mais les cartes étaient mêlées, la méfiance, profonde. Sans doute, les documents hollandais laissent croire qu'irrités par des extorsions continuelles des Agniers, les Sinèkes auraient pu jouer en 1660 le même rôle pacificateur qu'en 1653, et prêter assistance à la Nouvelle-France. Mais porter un jugement pareil, c'est nous substituer aux Français du temps qui possédaient probablement plus de renseignements que nous.

Après le premier accrochage, les Onnontagués reconnaissent vite qu'ils ont affaire à forte partie et qu'ils ne remporteront pas la victoire sans obtenir du secours. Des messagers partent aussitôt. D'après les divers récits de la bataille leur absence dure environ une semaine, probablement un peu moins. Ce délai est-il suffisant pour qu'ils se soient rendus au pays des Agniers, aient couru d'une bourgade à l'autre, aient rassemblé les trois quarts des forces militaires de la tribu, soient revenus ensuite avec leurs auxiliaires ? Il ne semble pas que même des Indiens aient pu accomplir un tel périple et réglé tant d'af-

faïres en si peu de jours. La concentration des guerriers était probablement faite soit au lac Champlain, soit au lac Georges, pour une attaque contre la Nouvelle-France.

Encore une fois, ce n'est pas sans un malaise profond qu'un historien esquisse et défend des hypothèses. Non seulement, il manque de documents nets pour les étayer, mais, en plus, il avance contre les documents français qui présentent une version ferme et cohérente.

Le combat du Long-Sault agit certainement comme un catalyseur dans une atmosphère chargée d'intentions hostiles, de soupçons, de défiance, d'appréhensions, de rancune. Au début de juin, les nouvelles parviennent à Ville-Marie et c'est l'heure des deuils, des larmes et des gémissements. Dans le même temps se produit à Québec un nouvel incident qui rallume les craintes du début de mai. Le 5 juin, Marie Caron, son époux, Jean Picard, ses quatre enfants, sa mère qui est veuve, quittent Québec où ils se sont réfugiés, pour retourner sur leur ferme, au Petit-Cap, à la côte de Beaupré. Pendant que le gendre et sa belle-mère travaillent dans les défrichés, huit Hurons « iroquoisés », c'est-à-dire assimilés par les Agniers, surviennent, s'emparent de Marie Caron et de ses enfants. Ils revenaient de la chasse, disent-ils, lorsque l'un d'entre eux les a entraînés dans cette aventure. Jean Picard et sa belle-mère courent à Québec et aussitôt des Algonquins et des Français vont se mettre à l'affût à la Pointe de Lévis. Dans les ténèbres, un canot tente bientôt de passer en serrant la rive de près. Au cri de « Qui va là ? », il tente de fuir. La fusillade éclate. Etendue au fond du canot qui fait eau, Marie Caron lève la tête, reçoit un coup de feu, mourra deux jours plus tard à l'Hôtel-Dieu de Québec. Une balle brise le pied de l'enfant qu'elle porte dans ses bras. Mais trois ennemis se noient et les Algonquins qui se jettent à la nage capturent les cinq autres.

Alors, à peu près dans le même temps, Montréal et Québec prennent de nouvelles précautions. Maisonneuve remet en bon ordre les défenses du poste. Picoté de Bélestre s'en va commander dans la maison de Sainte-Marie qui est située à un mille et demi au-dessus du fort; elle se défend facilement et de nombreux ouvriers y travaillent en tout temps. M. d'Argenson généralise à Québec une mesure de prudence qui a été amorcée quelques années plus tôt et qui est justement destinée à éviter des malheurs comme le futur massacre de Lachine. Marie de l'Incarnation la décrit dans une lettre du 17 sep-

tembre : « Et pour le dehors (en dehors de la ville), M. le Gouverneur a puissamment travaillé à faire des réduits ou villages fermés, où il oblige chacun de bâtir une maison pour sa famille, et contribuer à faire des granges communes pour assurer les moissons, faute de quoi il fera mettre le feu dans les maisons de ceux qui ne voudront pas obéir. C'est une sage police, et nécessaire pour le temps, autrement les particuliers se mettent en danger de périr avec leurs familles. De la sorte, il se trouvera neuf ou dix réduits bien peuplés et capables de se défendre ». En d'autres mots, les habitants d'une zone donnée érigeaient des palissades autour d'un terrain central; à l'intérieur, chacun d'entre eux se construisait une maisonnette; tous élevaient une grange commune. C'était un refuge facile à défendre en cas de danger. Après le massacre de Lachine, des « réduits » de ce genre apparaîtront partout dans la campagne, sur la rive sud, entre Montréal et Sorel, par exemple. La Potherie décrira l'aspect qu'ils donnent au paysage. Chose curieuse, les colons de la Nouvelle-France, comme le dit Marie de l'Incarnation, ont vivement appréhendé, dès cette époque, le danger d'un massacre de Lachine dans les parties cultivées du pays. Ils remerciaient le ciel parce que les Iroquois n'y pensaient pas.

Puis les gens de Québec imitent sur un point les gens de Saint-Malo et de Ville-Marie : « Toutes les avenues des cours étaient barricadées, dit Marie de l'Incarnation, outre environ une douzaine de grands chiens qui gardaient les portes du dehors, et dont la garde valait mieux, sans comparaison, que celle des hommes, pour écarter les sauvages; car ils craignaient autant les chiens français que les hommes, parce qu'ils se jettent sur eux, et les déchirent quand ils les peuvent attraper ».

M. d'Argenson ne reste pas inactif, mais la faiblesse insigne de la colonie l'accable. Il veut retourner en France. A un navire qui se présente à Québec le 12 juin, il donne l'ordre de repartir le 7 juillet pour « quérir des farines » et revenir la même année; déjà les semailles sont en partie manquées. Le 8 juillet, il se rend aux Trois-Rivières en compagnie du Père Albanel. Au moment du retour, il apprend que des Iroquois, probablement des Agniers, ont tué un Algonquin, en ont capturé un autre. Accompagné d'une centaine de personnes, il se lance à leur poursuite, il les atteint, probablement dans les alentours de l'embouchure du Richelieu. L'engagement n'est décrit nulle

part avec exactitude. Mais il semble bien que les ennemis se servent de l'une de leurs plus dangereuses tactiques : ils se postent parmi les herbes et les arbres du rivage, peut-être dans un fortin, et ils attendent les Français qui, sautant de leurs embarcations dans l'eau, à découvert devant eux, vont tenter de les attaquer. C'est en effet cet ordre que le gouverneur donne à ses troupes. Mais « personne ne branla ». Les Canadiens ne sont pas si fous que de se jeter dans un traquanard pareil; ceux des Trois-Rivières surtout ont déjà payé cher une maladresse de ce genre. Indigné par la désobéissance de ses hommes, le gouverneur se jette à l'eau et il faut bien alors que ses compagnons l'imitent. L'un d'entre eux est tué, les autres s'esquivent de quelque façon. Le *Journal des Jésuites* indique nettement que les Iroquois les avaient attirés « dans leurs embûches »; les colons « furent tous en grand danger », ajoute le même document. Après la bataille du Long-Sault, les Canadiens avaient cru, au début de juin, qu'ils pourraient vivre en paix pendant l'été; mais maintenant, ils perdent cet espoir et s'attendent à une autre offensive, soit à l'automne, soit au printemps prochain.

Le 19 juillet, M. d'Argenson est de retour à Québec. Et c'est quelques jours plus tard, soit le 26 juillet, que se produit à Albany un événement significatif. Des délégués des Sinèkes paraissent devant le tribunal qui s'occupe des affaires iroquoises. Ils offrent des présents, soumettent des propositions, un véritable conseil a lieu. Le fait est insolite, car c'est la troisième ou la quatrième fois seulement qu'on relève leur présence dans la bourgade hollandaise. La discussion porte d'abord sur des problèmes commerciaux. Les Sinèkes veulent obtenir un prix plus élevé pour leurs pelleteries; ils exigent la liberté complète de les vendre au marchand qu'ils choisiront. Certaines pratiques malhonnêtes doivent cesser. Ainsi, ils demandent parfois l'hospitalité pour la nuit, et ils sont enfermés à clef tant qu'ils ne cèdent pas les fourrures à vil prix au propriétaire de la maison; des agents les interceptent dans la forêt, les enivrent et même les battent pour la même fin. Aussitôt les Hollandais donnent satisfaction aux Iroquois supérieurs; cependant, ils ne peuvent pas augmenter les prix car les marchandises « viennent d'une grande distance par la mer ». On discute ensuite de questions militaires. Les délégués des Sinèkes disent : « . . . Nous sommes maintenant engagés dans une grande guerre et nous ne pouvons obtenir de la poudre et du plomb . . . Nous

peignons beaucoup pour apporter des peaux de castor à travers le pays ennemi, et, en conséquence, nous demandons qu'on veuille bien nous accorder de la poudre et du plomb, car si les ennemis nous défont, où alors prendrons-nous du castor ? ». Ces paroles mettent l'esprit en éveil. Par quel pays passent les Sinèkes pour atteindre Albany ? Par le pays des Agniers. Alors, ils considèrent les Agniers comme leurs ennemis ? Justement. Voilà le fait que la réponse des Hollandais confirme amplement, sans ambiguïté possible : « Nos frères les Sinèkes, disent-ils, nous ont remerciés parce que nous avons conclu la paix avec les Indiens d'Esopus; nous leur demandons maintenant de faire aussi la paix et de l'observer avec les Agniers, afin que nous puissions utiliser librement les chemins et vivre en sécurité . . . Comme nos frères se plaignent qu'ils ne peuvent obtenir assez de poudre, nous leur en donnons maintenant un plein baril, mais ils ne doivent pas s'en servir contre nos frères les Agniers, mais seulement contre leurs ennemis éloignés, dont ils doivent apporter les peaux de castor . . . » Un document pareil révèle jusqu'à quel point les extorsions des Agniers blessaient les Sinèkes et dans quelle mesure une alliance solide, ferme, efficace avec la Nouvelle-France aurait pu apporter un soulagement à leurs maux. Mais l'entente échouant toujours d'une façon ou de l'autre, ils doivent se soumettre à une exploitation méthodique montée par leurs compatriotes, pour se procurer les indispensables munitions de guerre et marchandises européennes.

Naturellement, un document de ce genre rejaillit dans une certaine mesure sur l'interprétation du combat du Long-Sault. Il est difficile de croire que les « Sinèkes » et les Agniers avaient concerté une invasion du Canada en 1660, ou qu'ils en concertent une autre pour l'année 1661. Si, à la fin, ils avaient agi de concert pour vaincre Dollard et ses compagnons, c'est qu'ils avaient agi sous l'impulsion d'une nécessité pressante.

D'ailleurs deux autres faits viennent prouver tout de suite que les Sinèkes désiraient d'un côté cette alliance avec la Nouvelle-France, tandis que de l'autre, ils étaient entraînés à des actes qui la rendaient difficile, sinon impossible. Pour renouer les négociations cette année, même après le combat du Long-Sault, ils choisissent les Goyogouins qui n'ont pas été mêlés aux dernières hostilités. Au début du mois d'août, seize d'entre eux paraissent en effet devant le poste de Ville-Marie. Quatre guerriers se détachent de la troupe et demandent à

parlementer. Conduits devant Maisonneuve, ils sollicitent la permission de se rendre à Québec où ils engageraient des pourparlers avec le gouverneur-général. Ils déclarent tout de suite que la guerre ayant éclaté entre Français et Iroquois, leur tribu ne veut pas y prendre part. Elle est toujours restée neutre, elle n'a jamais envoyé ses guerriers en Nouvelle-France. Dans leur désir de prouver qu'ils sont sincères, ils invitent le père Ménard à retourner en leur pays pour y continuer son travail d'évangélisation, comme aux temps de Sainte-Marie de Gannantaa.

Naturellement, ni M. de Maisonneuve ni M. d'Argenson n'ont assisté au conseil du fort d'Orange. Alors, ils ne savent pas du tout comment se comporter envers ces gens. Et c'est la défiance envers les Iroquois de toutes les tribus qui joue à plein. « Monsieur le Gouverneur vit aussitôt leur jeu, et les regardant plutôt comme des espions, que comme des ambassadeurs, dont ils n'avaient pas les marques ordinaires, crut que Dieu les lui mettait entre les mains pour en tirer deux avantages : le premier, de pouvoir faire la récolte, avec quelque assistance, pendant qu'ils seraient avec nous; le second, de délivrer nos Français captifs chez les Iroquois d'en bas (les Agniers) par l'échange que nous ferions de ceux-ci ». Il ne faut pas s'y tromper : comme le prouvent les événements du passé, depuis 1653, comme le prouveront ceux de l'année 1661 et d'un avenir prochain, ce sont toujours les mêmes Sinèkes qui, exploités par les Agniers, redemandent une alliance avec la Nouvelle-France. Garakonthié le redira bientôt de toutes les façons possibles, comme il l'a fait récemment, dans des termes inoubliables. Cette fois encore, l'offre suscite le même débat interminable à Québec ou à Montréal : doit-on accepter la parole des Sinèkes, la division de l'Iroquoisie en deux camps hostiles est-elle plausible, les Iroquois supérieurs peuvent-ils avoir une autre politique que les Iroquois inférieurs ? Faute d'information exacte ou de clairvoyance, les autorités françaises se rejettent dans la défiance générale. Les Goyogouins répètent en effet leur histoire à Québec.

Naturellement, ni M. de Maisonneuve ni M. d'Argenson n'ont rassa fort le monde ». On ne sait quoi faire. Seuls les Jésuites songent sérieusement à accepter les propositions soumises. Le 2 novembre, Marie de l'Incarnation écrira ce qui suit : « . . . Tout nouvellement, ils ont voulu y aller (en Iroquoisie) pour faire un dernier effort; mais on les a retenus comme par violence, le péril était trop évident

et inévitable ». Pendant que leurs quatre délégués parlementaient à Québec, les douze autres Goyogouins s'étaient installés dans une île, à proximité de Montréal, où ils vivaient paisiblement. Les Français trouvent le moyen de les capturer et de les mettre en prison. Et ils renvoient deux ou trois d'entre eux dans leur pays pour donner un avertissement : leurs compagnons ne seraient pas libérés aussi longtemps que les Agniers ne remettraient pas leurs captifs français. Et l'on a l'impression que les autorités françaises abandonnent une grande politique, celle de neutraliser les Sinèkes dans le conflit en cours, contre une petite politique, celle des prisonniers, qui ne conduit pas loin, irrite toutes les tribus et tend à les rapprocher au lieu de les séparer.

Le 15 août, un groupe de vingt à vingt-cinq guerriers, des Agniers probablement, capturent deux Français aux Trois-Rivières. Et c'est quatre jours plus tard que l'on peut constater qu'une alliance avec les Sinèkes se heurterait pour le moins à de sérieuses difficultés. Le 19 août se présente en effet la fameuse flotille des fourrures qui est montée par trois cents Outaouais et Indiens alliés. On en estime la valeur à deux cent mille livres. Radisson et Des Groseilliers ont bien travaillé pour la colonie. Le départ s'organisait au Sault Sainte-Marie quand est parvenue là-bas la nouvelle du combat du Long-Sault. Effrayés, les Sauvages veulent se disperser. Les Français usent de diplomatie. Ils signalent le besoin criant de marchandises et de munitions pour combattre les Iroquois. Le voyage commence à peine quand justement un canot iroquois se montre au loin et disparaît. Dirigée avec audace et prudence, la flotte avance avec rapidité. Mais entre la Chaudière et le Long-Sault, elle doit bousculer une troupe de cent cinquante Iroquois, probablement des Onnontagués, qui tente de l'intercepter. Et, au retour, il est sûr qu'une centaine d'Onnontagués essaieront de mettre la main sur les marchandises de traite. Les Outaouais ne perdront que trois hommes. Cette fois, les Outaouais ramènent des missionnaires au-delà du lac Michigan, dans le Wisconsin actuel. Une grande aventure commence. Les relations vont se resserrer très vite entre les Indiens de ces régions, pourvoyeurs de fourrures de la Nouvelle-France. Mais elles entraîneront peu à peu les Français du Canada dans un conflit brutal avec les Sinèkes qui cesseront alors de parler de paix pour conduire la guerre.

En somme, la venue de la flotte réconforte un peu la colonie.

Mais à l'automne commencent à circuler les rumeurs d'invasion générale. Ce sont encore des Hurons qui les répandent. L'un d'entre eux avait pris part au combat du Long-Sault; il avait été témoin du supplice effroyable infligé dans la capitale iroquoise à l'un des prisonniers français. Il s'est évadé. Il faisait partie, dit-il, d'une bande de cent Iroquois qui voulaient ruiner les moissons et commettre des meurtres. Cette fois, il s'agit bien de Sinèkes, car ils voulaient libérer les Goyogouins qui avaient tenté de négocier à Montréal et à Québec et que l'on avait emprisonnés. Toutefois, leur chef meurt d'un accident de chasse. Dans les cas de ce genre, une superstition obligeait les guerriers à retourner en leur pays. Cette nouvelle alarmante était du 7 octobre. Un mois plus tard, un second Huron confirme la nouvelle apportée par le premier. Cette fois cependant, il est question de six cents guerriers. Un troisième rapport est à l'effet suivant : un Huron prisonnier chez les Agniers doit conduire une trentaine de ceux-ci dans le cœur de la ville de Québec pour se saisir des derniers Hurons qui y résident. On raconte aussi qu'au mois de juin, des délégués agniers se sont rendus à Onnontaé pour inviter les Onnontagués à se joindre à eux pour assaillir les habitations françaises à l'automne, et, si possible, s'emparer des Trois-Rivières. La capture des Goyogouins les aurait détournés de ce dessein. Enfin, une dernière rumeur assure qu'en 1661, toute la « cabane », c'est-à-dire toute l'Iroquoisie lancera une grande offensive contre le Canada, Que faut-il penser de ces nouvelles qui agitent toute la population française ? On ne sait. Les Agniers sont certainement décidés à harceler la colonie à mort l'an prochain, comme ils le feront d'ailleurs. Pour eux, l'heure du grand assaut est venue. Il est à peu près sûr que l'arrestation des Goyogouins a irrité les Sinèkes; mais il est également probable que leur rancune contre les Agniers n'a pas disparu, et qu'ils ne marchent pas dans une coalition contre la Nouvelle-France.

Enfin, vers la fin du mois de septembre, le poste des Trois-Rivières est de nouveau dans la consternation. Les Iroquois y réussissent une capture importante, celle du jeune François Hertel qui avait « commis l'imprudence de s'avancer hors de la place, malgré les conseils de sa mère ». Il s'en tirera, le jeune adolescent, mais il aura eu l'occasion d'écrire à sa mère la tant délicieuse lettre qu'il faudrait retrouver dans tous les manuels d'histoire, tout comme celle de la petite Thérèse, la Huronne, à Marie de l'Incarnation, dont les

Français demanderont souvent la remise après sa capture au lac Saint-Pierre.

Tous les événements de cette année 1660, les rumeurs en partie inexacts de l'automne, affermissent des idées, des sentiments, un état d'esprit qui se développent en Nouvelle-France depuis l'été 1659, alors que le gouverneur, après des mois de négociations, a tenté de conclure au pays des Agniers un traité de paix générale avec l'Iroquoisie, mais n'a pas réussi. En face des partis de guerriers qui rôdent un peu tout le temps, laissant des cadavres, emmenant des prisonniers, fatiguant et inquiétant la population, c'est d'abord l'impuissance. Il s'y mêle une douleur continuelle pour les victimes d'hier et une appréhension lancinante pour le futur. Le désespoir règne parce que personne n'espère plus corriger cette situation. On craint même que les Iroquois ne donnent le coup de grâce, exploit qu'ils pourraient en partie réussir s'ils s'entendaient mieux et savaient concerter leurs mouvements. Maintenant que la colonie huronne est dispersée, ils n'ont plus devant eux que des Français qui sont mal à l'aise dans la forêt, sur le fleuve et les rivières; ils peuvent s'approcher des habitations et des postes sans que leur présence soit décelée. Dans ces conditions, la colonisation, la culture et le commerce deviennent impossibles. La désespérance provient surtout de la faiblesse insigne, soit militaire, soit économique, soit financière de la colonie. Elle est si profonde qu'elle est une invite à l'attaque et aux avanies. Avec une population si minime, à peine deux mille personnes, toutes les entreprises ne sont-elles pas vouées à l'échec ? A elle seule, la tribu des Agniers peut la combattre victorieusement. La source première du gâchis est là. Tous s'attendent maintenant à un avenir encore plus dangereux que n'a été le passé et les chances de survie diminuent. C'est dans cette situation que trouve sa source une *campagne acharnée* auprès du roi de France. Elle a pris naissance en 1659, dans les derniers mois de l'année, et se développe en 1660 avec une grande rapidité et une grande force. Louis XIV doit prendre en main sa colonie américaine, il doit s'en occuper à fond. Son devoir est de la défendre, de la peupler, de l'organiser pour qu'elle devienne viable. Une volonté canadienne puissante agira sur lui. Ce dessein louable se double d'un second projet : détruire l'Iroquoisie, tous les Iroquois doivent disparaître de la terre, Sinèkes compris, bien que l'on fasse quelques réserves au sujet de ces derniers. On ne comprendra jamais

suffisamment que devant une Nouvelle-France très puissante, les attaques iroquoises auraient subitement cessé.

Cette campagne se manifeste en 1660 de bien des façons. Peut-être faut-il noter rapidement d'abord le passage en notre pays du Père Paul Le Jeune. En 1641, dans un moment de danger analogue, il avait quitté Québec pour demander des secours à Anne d'Autriche et avait eu gain de cause. Marie de l'Incarnation signale sa visite un peu mystérieuse et dont nous entendrons parler. Ensuite, la Relation de 1660 est peut-être le document le plus caractéristique de ce mouvement. Sous la forme d'un plaidoyer soumis au roi, elle aborde franchement le problème. Il est vrai, dit-elle, que Louis XIV donne la paix à l'Europe, mais c'est « pendant que notre Amérique semble être aux abois par la plus terrible de toutes les guerres . . . ». Les feux de joie s'allument en France, mais au Canada, ils « se changent . . . en feux de cruauté, dans lesquels nos pauvres français sont inhumainement brûlés ». Ailleurs, on chante victoire, mais ici on entend « nos François captifs chanter sur les échafauds des Iroquois . . . , ou pour trouver quelque soulagement dans leurs tourments, ou pour donner un divertissement à leurs bourreaux ». La Nouvelle-France désespérait; mais tout récemment, elle a appris « les bons desseins que Dieu a inspirés à plusieurs personnes de grand mérite, de procurer la destruction de l'Iroquois . . . Cette entreprise est digne de la piété de ceux qui s'y emploient, et bien sortable à la gloire du nom français qui n'a jamais éclaté que dans les guerres saintes, et pour la défense de la religion ». Plus loin, voici la phrase suivante : « On jugera par ce qui est couché dans chaque chapitre de cette Relation, de la nécessité de cette glorieuse expédition, dans laquelle se trouvent tous les intérêts divins et humains ».

L'argument principal des Jésuites se fonde sur l'impossibilité actuelle d'entreprendre et de mener à fond l'évangélisation du continent aussi longtemps que dureront les guerres iroquoises. En particulier, les chapitres III et VI contiennent une énumération et une description des tribus indiennes qui attendent le Message; on les trouve toutes depuis les Abénaquis jusqu'aux Sioux, depuis les Montagnais jusqu'aux Cris : « Voilà des peuples infinis, mais le chemin en est fermé; il faut donc rompre tous les obstacles, et passant à travers de mille morts, se jeter au milieu des flammes pour en délivrer tant de pauvres nations . . . Ils nous tendent les bras, et nous tendons les nô-

tres, mais les uns et les autres sont trop courts pour se joindre de si loin; et quand enfin nous pensons nous entrembrasser, nous trouvons l'Iroquois qui se met entre deux, et qui frappe sur les uns et sur les autres ». Missionnaires suppliciés, nouveaux chrétiens massacrés, c'est un bilan dangereux. « Et qui fait cela ? une petite poignée d'Iroquois. Ces spectacles ne sont-ils pas assez touchants pour rallumer ce zèle et cette ardeur française, qui a autrefois fait de si nobles conquêtes sur les infidèles, et qui a rendu la France si glorieuse par les croisades ? » En un mot, les puissantes houles de la spiritualité française du début de ce siècle, qui nous ont apporté Marie de l'Incarnation, Marguerite Bourgeoys, Jeanne Mance et des apôtres de premier plan, viennent se briser sur cet obstacle iroquois qui les empêche de submerger l'Amérique.

En second lieu, les Iroquois arrêtent le développement économique du pays. Tout d'abord, ils gênent, tarissent même le commerce des fourrures, en « coupant toutes les sources de la traite, et empêchant que des peuples de cinq à six cent lieues à la ronde, ne viennent ici-bas chargés de pelleteries, qui feraient regorger ce pays de richesses immenses . . . » Le sol est fertile, donne rapidement des rendements, le climat est salubre, le bois d'une qualité exceptionnelle, la pêche et la chasse incomparables. De plus, les colons ont de nombreux enfants. Mais actuellement, les fermes isolées sont exposées à des attaques et à la ruine. « Or, qu'y a-t-il de plus aisé à une troupe de huit cents, ou de mille Iroquois, que de se répandre partout dans les bois, tout le long de nos habitations françaises, faire un massacre général en un même jour . . . tuant les hommes, et emmenant les femmes et les enfants captifs, comme ils ont déjà souvent fait ». A l'aise dans la forêt, ils s'y glissent, s'y cachent, en sortent rapidement pour leurs coups de main. Ainsi la colonisation est sans cesse entravée. Si la France perd le Canada, elle perdra une excellente contrée dont une autre nation s'emparera.

Le chapitre II contient des éléments essentiels pour l'histoire et la description de la nation iroquoise. Jusque vers l'année 1630, les Algonquins étaient plus puissants et plus agressifs qu'elle. A cette date, elle obtint des Hollandais, à Orange, toutes les armes à feu dont elle avait besoin. Cet armement la rendit formidable partout; et d'autant plus facilement que les épidémies ravageaient à maintes reprises les Algonquins et les Hurons. Aujourd'hui, les Iroquois « dominent à

cinq cents lieues à la ronde ». Le missionnaire établit à 2,100 le nombre de leurs guerriers; ce chiffre est trop bas; il faudrait l'élever jusqu'à près de 3,000. Et ajouter qu'à eux seuls, les huit cents combattants agniers tiennent la Nouvelle-France en respect et lui infligent presque tout le mal dont elle souffre. Eux, ils ne trouvent presque plus de fourrures en leur pays pour emplir leurs cabanes d'écorce d'orme, d'ustensiles et d'objets européens et pour se procurer des munitions. Il semble bien que les « Sinèkes » sont mieux partagés et chassent dans l'Ontario et la péninsule du Michigan. C'est peut-être la raison pour laquelle les Agniers attaquent si vivement la Nouvelle-France où ils trouveraient des pelleteries en abondance. Le missionnaire croit que ces tribus pourraient facilement être décimées. On ne saisissait pas alors que détruire des bourgades, ce n'était pas du tout détruire une nation et que la population se réfugierait simplement dans la forêt prochaine en attendant que les envahisseurs soient partis. A la fin, l'auteur qui a parlé à plusieurs reprises des Agniers, se contenterait d'une campagne victorieuse contre cette tribu : « Car il est hors de doute que si les Agniers étaient défaits par les Français, les autres nations iroquoises seraient heureuses d'entrer en composition avec nous, et nous donner leurs enfants pour otages de leur fidélité ».

Marie de l'Incarnation fait écho à cette campagne et fournit d'autres renseignements. Elle annonce que « plusieurs des plus honnêtes gens de ce pays sont partis pour aller en France, et particulièrement le révérend père (Paul ?) Le Jeune y va pour demander du secours au roi contre nos ennemis, que l'on a dessein d'aller attaquer en leur pays. L'on espère que Sa Majesté en donnera, et en cette attente l'on fait ici un grand nombre de petits bateaux . . . Il est vrai que si l'on ne va pas humilier ces barbares ils perdront le pays, et ils nous chasseront tous par leur humeur guerrière et carnassière. Ils chasseront, dis-je, ceux qui resteront, car avant que d'en venir là, ils en tueront beaucoup . . . Il n'y a nulle assurance à leur paix ». L'objectif qu'ils poursuivent « est de rester seuls en toutes ces contrées, afin d'y vivre sans crainte, et d'avoir toutes les bêtes pour vivre et pour en donner les peaux aux Hollandais ». Marie de l'Incarnation, qui parle le huron, a reçu dans le parloir même des Ursulines, l'un des Hurons qui a pris part à toute la bataille du Long-Sault et elle en donne maintenant une substantielle narration. A la fin, elle pose le problème iroquois dans une formule lapidaire : ou c'est la France

qui exterminera l'Iroquoisie, ou c'est l'Iroquoisie qui exterminera la Nouvelle-France.

Bientôt aussi, le Père Paul Le Jeune adressera une épître au roi, de même qu'un « petit livret », soit probablement un mémoire, comme nous disons aujourd'hui. Elle est grandiloquente, mais en même temps, réaliste : « Voici votre Nouvelle-France aux pieds de Votre Majesté. Une troupe de Barbares, comme vous fera voir ce petit livret, l'a réduite aux abois. Ecoutez, Sire, si vous l'avez pour agréable, sa voix languissante et ses dernières paroles : Sauvez-moi, s'écrie-t-elle, je vais perdre la Religion Catholique; on va me ravir les Fleurs de Lys; je ne serai plus Française . . . ; je tomberai entre les mains des étrangers . . . ; il y a environ un an, que ses enfants, vos sujets, habitants de ce Nouveau-Monde, firent entendre l'extrémité du danger où ils étaient . . . ». Il faut donc rattacher directement cette campagne pour obtenir des secours efficaces du roi aux derniers mois de l'année 1659; les prisonniers iroquois une fois remis, la Nouvelle-France se sentait de nouveau exposée, malgré le traité du printemps, à l'attaque des petits partis de guerre iroquois. Inutile d'ajouter que le combat du Long-Sault, la mort de tous ces jeunes Français de Montréal, le supplice atroce qu'avait subi une couple d'entre eux, les événements de l'année 1660, avaient fourni des aliments à cette campagne.

Avec le temps, ces efforts porteraient fruit. Mais en attendant s'ouvrait l'année 1661, l'année apocalyptique que les tremblements de terre, les phénomènes du ciel, les attaques iroquoises rendraient à jamais célèbre et douloureuse dans l'histoire du pays. Que d'autres jeunes gens qui étaient déjà marqués par la mort, mais qui ne le savaient pas encore !

Jés.-Paul Desrosiers.